

La délégation départementale de la Drôme

Affaire suivie par :

Alain LEMONNIER
Pôle prévention et gestion des risques
Service Santé-Environnement
Alain.lemonnier@ars.sante.fr
04 26 20 91 34

Ref: 2018-0059



Valence, le 19 janvier 2018

Monsieur le Directeur
Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
Unité territoriale de la Drôme
3 avenue des Langories
Plateau de Lautagne
26000 VALENCE

Bordereau de transmission

[illegible]



PRÉFET DE LA DRÔME

Agence Régionale de Santé
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation départementale de la Drôme
Service Environnement et Santé
Tél. : 04.26.20.91.05
courriel : ars-dt26-environnement-sante@ars.sante.fr

ARRÊTE N° 26-2018-01-05-001

**Portant autorisation d'exploiter et de conditionner l'eau issue du forage F2
en tant qu'eau de source et pour la production de boissons rafraîchissantes sans alcool
pour la société REFRESCO FRANCE- 2885 route des Pangons-26260 MARGES**

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-7, R 1321-1 à R 1321-29, R 1321-48 à R 1321-56, R 1321-84 à R 1321-90,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.211-1, L. 214-1 à L. 214-6, L.214-8, L. 215-13 et R.214-1 à R.214-60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-338 du 31 mars 2010, relatif aux modalités de coopération entre les représentants de l'État dans le département et l'Agence Régionale de Santé ;

VU l'arrêté du 14 mars 2007, relatifs aux critères de qualité des eaux conditionnées, aux traitements et mentions d'étiquetage particuliers des eaux minérales naturelles et de source conditionnées ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une eau de source ou une eau rendue potable par traitement à des fins de conditionnement

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une eau de source ou une eau rendue potable par traitement à des fins de conditionnement

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié, portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation, *en* application des articles L214-1 à 6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0. et 3.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

CONSIDERANT :

L'arrêté préfectoral n° 2016313-0010 du 8 novembre 2016 au titre d'une installation classée pour la protection de l'environnement autorisant la société REFRESCO France site de DELIFRUIT 2885 Route des Pangons 26260 MARGÈS à exploiter une installation de production de boissons non alcoolisées

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et de conditionner l'eau de source du forage F2 déposé en mai 2016 par la société REFRESCO ;

L'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique dans son rapport en date du 11 décembre 2016

L'avis de la Direction Départementale de Protection des Populations du 13/09/2017 ;

L'avis de la Direction Départementale des Territoires réputé favorable ;

L'avis de la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 09/10/2017

Le rapport de M le directeur général de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 novembre 2017 ;

La convention établie avec l'exploitant agricole de la parcelle 00024 section ZC incluse au PPR et la société REFRESCO en date du 31/08/2017;

L'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 21 décembre 2017 donnant un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter l'eau de la source du forage F2 à des fins de conditionnement et pour la production de boissons rafraîchissantes sans alcool avec l'appellation "Eau de source",

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 :

La société REFRESCO est autorisée à exploiter l'eau issue du forage F2 à des fins de conditionnement et pour la production de boissons rafraîchissantes sans alcool avec l'appellation "Eau de source".

Article 2 : Situation du captage

Le forage F2 et son ouvrage de captage sont situés sur la commune de Margès, au lieu-dit "les Pangons", sur la parcelle n°00025 section ZC. Les coordonnées de l'ouvrage de captage sont les suivantes (Lambert 93) :

X = 859 233 m Y = 6 450 252 m Z = 241 m

Article 3 : Description des installations

Le forage F2 est localisé au Nord-Est du site de production dans un talweg emprunté par le cours d'eau de la Mère d'eau de Randon, affluent de rive gauche de l'Herbasse qui s'écoule dans sa vallée environ 1200 m plus à l'Ouest. F2 est distant de 116 m de F1.

Le forage F2 a été réalisé jusqu'à 214 m de profondeur, il est équipé jusqu'à 212,50 m.

Les travaux de forage ont d'abord débuté par l'isolement des colluvions sableuses de surface avec la pose :

- d'un pré-tubage en acier de 0 à 12,50 m/sol

- d'une cimentation sous pression de l'espace annulaire d'une épaisseur de 50 mm.

Les travaux se sont poursuivis de -12,50 à - 91 m de profondeur dans une formation molassique relativement homogène à faciès nettement sableux.

Cette première partie constitue la chambre de pompage, elle est équipée de 0 à -89,93 m/sol d'un tubage en acier inoxydable (Æ 406 mm) cimenté sous pression (épaisseur : 50 mm).

Le forage a enfin été approfondi de -89,93 à -214 m de profondeur dans la même formation molassique au faciès plus hétérogène, montrant des alternances entre niveaux sableux et niveaux plus marneux.

Cette seconde partie du forage correspond à la chambre de captage, elle est équipée d'une colonne de tubage en acier inoxydable (Æ 168 mm) de -79,95 m à -212,53 m avec :

- du tubage plein entre -79,95 et -90,25 m/sol, -114,33 et -120,33 m/sol, -144,41 et -150,41 m/sol, -174,49 et -184,74 m/sol et entre -190,51 et -202,51 m/sol ;

- 5 zones de tubage crépiné entre -90,25 et -114,33 m/sol, -120,33 et -144,41 m/sol, -150,41 et -174,49 m/sol, -184,74 et -190,51 m/sol et entre -202,51 et -208,53 m/sol qui donne une hauteur crépinée cumulée de 84,03 m.

F2 est isolé par double cimentation des colluvions sableuses de surface et des formations molassiques sableuses supérieures entre 0 et -91 m.

Article 4 : Débit d'exploitation

Le débit de prélèvement maximum instantané est de 100 m³/h sur le forage F2.

Le volume de prélèvement maximum sur les deux forages F1 et F2 est de 170 m³/h, 3650 m³/jour et 800.000 m³/an avec un maximum de 1.000.000 m³/an sur justificatif auprès des services du Préfet de la Drôme,

Article 5 : Protection de la ressource

Une aire de protection immédiate sera établie autour du captage conformément au plan annexé.

Le périmètre de protection immédiate est constitué d'un carré de 20 m x 20 m centré sur le forage F2 et inscrit dans la parcelle 000ZC25, lieu-dit "Les Pangons" sur la commune de Margès.

Cette parcelle appartient à REFRESCO France.

Compte tenu de la protection des installations, de l'inclusion du forage F2 au sein du site de production et de la protection naturelle de la ressource captée, il n'est pas nécessaire de réaliser une clôture spécifique.

A l'intérieur de ce périmètre de protection immédiate seront interdits :

- Toute activité non strictement nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien du forage F2 ;
- Tout stockage ou dépôts ;
- L'usage de tout produit de traitement ou désherbage ou d'amendement.

Une aire de protection rapprochée est définie conformément au plan annexé. Dans cette aire, tous travaux ou activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau souterraine seront proscrits.

Le périmètre de protection rapprochée est constitué aux dépens des parcelles :

- 000ZC00024 – Les Pangons ;

- 000ZC00025 – Les Pangons pour partie, appartenant à DELIFRUITTS ;

Dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée seront interdits :

- Tout nouveau forage de prélèvement d'eau, ceci afin de ne pas perturber les conditions hydrodynamiques locales ;
- La création d'ouvrages de rejet superficiel, de dispositifs d'infiltration des eaux pluviales, de dispositifs de rejet profonds (géothermie) et de dispositif de drainage ou d'irrigation ;
- La création d'excavation, carrière ou plan d'eau susceptible de favoriser une infiltration rapide ;
- L'usage de tout produit de traitement ou désherbage ou d'amendement en dehors des zones cultivées ;
- Le rejet au milieu naturel de substances chimiques ou toxiques : un plan d'alerte spécifique sera mis en place par l'entreprise et régulièrement éprouvé vis-à-vis de toute pollution accidentelle survenant dans l'usine et en amont via le réseau superficiel (Mère d'eau de Randon).
- Les activités et installations à haut risque de pollution pour les nappes phréatiques et notamment :
 - o Les dispositifs d'assainissement ;
 - o Le dépôt, le stockage, l'enfouissement dans le sol d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de déchets industriels et radioactifs, d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques, de matières organiques et eaux usées de toute nature et de tout produit susceptible d'altérer la qualité de l'eau.
 - o L'installation de canalisations, de réservoirs de toutes substances susceptibles d'altérer la qualité de l'eau (hydrocarbures liquides, produits chimiques, matières organiques et eaux usées de toute nature).
 - o L'épandage d'eaux usées de toute nature, de matières de vidange, de boues de station d'épuration et d'effluents industriels, d'effluents liquides d'origine animal (purin, lisier).
et d'une manière générale tout fait susceptible d'altérer la qualité des eaux.

Sont autorisées :

- les constructions non polluantes pour les eaux souterraines et leurs infrastructures de desserte, ainsi que les activités non polluantes pour les eaux souterraines.

Seront réglementés dans le périmètre de protection rapprochée :

- Le curage ou la rectification du lit du ruisseau de la Mère d'eau de Randon qui devront être menés de manière à ne pas modifier les conditions d'infiltration : ni favoriser une infiltration plus rapide, ni réduire l'infiltration ;
- L'activité agricole qui devra faire l'objet d'une gestion concertée pour l'usage des intrants et des traitements. Un état initial des pratiques existantes doit être réalisé et les pratiques doivent être adaptées à l'évolution de la qualité des eaux souterraines.

Article 6 : Conception, réalisation et exploitation des installations

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé et exploité de façon à éviter toute possibilité de contamination et à permettre leur contrôle. Celles-ci doivent être régulièrement entretenues, nettoyées et désinfectées.

L'exploitation des installations devra faire l'objet de consignes écrites. Elles préciseront notamment les modes opératoires, les instructions de maintenance, de nettoyage et de désinfection, les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incident.

L'exploitation des installations devra se faire sous la surveillance d'une personne qualifiée, nommément désignée.

L'ensemble des documents relatifs à l'exploitation et au conditionnement de l'eau de source sera tenu pendant une période de trois ans à la disposition des services assurant la police et la surveillance des eaux de consommation humaine, qui pourront en obtenir copie.

Chaque année l'exploitant transmettra au préfet un bilan synthétique comprenant toute information sur le fonctionnement du système d'exploitation (surveillance, travaux, dysfonctionnements) et sur l'activité de l'année écoulée.

Article 7 : Etiquettes

Les étiquettes figurant sur les bouteilles d'eau conditionnée devront respecter les mentions prévues à l'article R 112-9 du code de la consommation et les articles R 1321-87 à R 1321-90 du code de la santé publique.

Article 8 : Matériaux au contact de l'eau de source

Les matériaux au contact de l'eau de source doivent être compatibles avec la composition de l'eau de source, de manière à empêcher toute altération physico-chimique, microbiologique et organoleptique de sa qualité.

Article 9 : Surveillance de la qualité de l'eau

Des robinets en matériaux résistants à la désinfection à la flamme, judicieusement placés sur les installations, devront permettre d'effectuer les prélèvements d'eau en vue des analyses de surveillance et de contrôle. L'exploitant établira un manuel relatif aux conditions de surveillance de la qualité de l'eau décrivant notamment l'organisation retenue à cette fin, les procédures de surveillance y compris l'entretien et l'étalonnage des appareils de mesure, la traçabilité, les protocoles d'exploitation des résultats et la gestion des situations de non conformité.

L'ensemble des documents relatifs à cette surveillance sera tenu à disposition des services assurant la police et la surveillance des eaux de consommation humaine, qui pourront en obtenir des copies et demander si besoin des analyses complémentaires.

Article 10 : Contrôle de la qualité de l'eau

Le programme d'analyses du contrôle sanitaire sera établi chaque année par l'Agence Régionale de Santé conformément à la réglementation en vigueur. Les prélèvements et analyses effectués au titre du contrôle sanitaire seront réalisés aux frais de l'exploitant par le laboratoire agréé par le ministère de la santé.

Article 11 : Suspension ou retrait d'autorisation d'utilisation de l'eau

La suspension ou le retrait d'autorisation pour tout ou partie des activités de production d'eau de source, pourra intervenir par arrêté préfectoral notamment si les conditions d'exploitation et de protection de la ressource, l'aménagement des installations, l'eau de source produite, ne répondent plus aux prescriptions du présent arrêté et sont de nature à créer un risque pour la qualité de l'eau.


La société REFRESCO ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni dédommagement quelconque, dans le cas où l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, des mesures qui la prive de manière définitive ou temporaire de tout ou partie des avantages résultant de la présente autorisation.

Article 12 : Voie et délais de recours

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes concernées ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 13 :

Monsieur le Préfet, Monsieur le maire de la commune de Margès, Monsieur le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes, Monsieur le directeur départemental de la Protection des Populations, Monsieur le directeur départemental des Territoires, Monsieur le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Valence, le - 5 JAN. 2018
Le préfet,
Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric LOISEAU

REFRESCO FRANCE
Site DELIFRUIT - MARGES
Forage Dromeline F2 - Protection sanitaire

Direction départementale
de la Drôme
Santé-Environnement

Annexe I

